

L'édito

Ariane Dayer
Rédactrice
en chef



Merci d'avoir été radieuse

Soudain désarmante, elle a eu cette phrase, incroyable, inédite dans la bouche d'un ministre sur le départ: «J'espère que vous avez été satisfaits de mon travail.» Comme un dernier besoin de reconnaissance, d'approbation, d'échange d'émotion. Comme une manière de dire: «J'ai fait tout ce que j'ai pu, vous m'avez aimée n'est-ce pas?» Une fugace fragilité, presque un aveu. Dans cette battante-là, qui a tout prouvé, qui a presque tout gagné, il y avait donc aussi ce petit fond d'insécurité, le même que celui de tant de femmes. Ces femmes que Doris Leuthard a si bien représentées au Conseil fédéral, impériale et authentique au point de lâcher, en partant, ces mots qu'aucun homme n'aurait prononcés. Pour eux, la gratitude générale va de soi.

Hypercompétente, précise, travailleuse, rayonnante, Doris Leuthard plongeait dans chaque objet politique comme s'il n'était qu'un bain de bonheur. Les complexités fédéralistes, la lenteur du système, les compromis à tricoter éternellement, tout ce qui est décourageant semblait lui rajouter de la joie. Elle maîtrisait les dossiers, allait éternellement au contact, au débat, elle

se roulait dans la Suisse. Cette femme-là pouvait vous faire aimer un tunnel, une route, une révision postale, une modification de la loi sur l'aménagement du territoire. Elle diffusait ce que si peu d'élus savent dégager: l'envie de faire de la politique.

Au cœur des hommages d'aujourd'hui, une seule fausse note. Certains approuvent le règne de Doris Leuthard au motif qu'elle aurait été «aussi bonne» qu'un homme. Un argument d'ailleurs repris pour justifier la candidature de Karin Keller-Sutter. À croire qu'on préfère élire des femmes quand on ne s'aperçoit pas qu'elles en sont.

Décidément, il faut continuer à faire bouger les lignes. Parce que la loi sur l'égalité des salaires, même exsangue, reste contestée à Berne; parce qu'un journal alémanique a osé, cette semaine, évoquer les deux fausses couches d'une candidate; parce que le Parlement fédéral préfère élire des femmes lorsqu'il parvient à en oublier le sexe; parce que Doris Leuthard part en espérant nous avoir satisfaits, deux conseillères fédérales de plus ne feront pas de mal au pays.

À LIRE EN PAGES 21 à 23

ariane.dayer@lematindimanche.ch

Pas à pas, elles ont posé

Si deux femmes sont élues au Conseil fédéral en décembre, ce sera que ce destin pouvait les rattraper. Elles ont vu venir, elles n'ont pas

Tout justifie son statut de favorite

FLORENT QUIQUEREZ

florent.quiquerez@lematindimanche.ch

Alors que toute la Coupole ne parle que d'elle, Karin Keller-Sutter se mure dans le silence. Quand Johann Schneider-Ammann annonce sa démission mardi, la présidente du Conseil des États est à sa place. Du haut de son pupitre se dessine une impression de vertige. Le visage est crispé. C'est elle la favorite. Tout le monde guette un signe de sa part. Sa réaction viendra par mail. «Je vais parler avec ma famille et mon entourage, et communiquerai ma décision en temps voulu.»

À 54 ans, la Saint-Galloise est une des politiciennes les plus en vue à Berne. Plurilingue, dotée d'une solide expérience d'exécutif, elle vient aussi de cette Suisse orientale, absente du Conseil fédéral. Et malgré un échec en 2010 - elle avait perdu face à Johann Schneider-Ammann -, Karin Keller-Sutter réussit l'exploit d'être à nouveau la candidate incontournable. Une configuration qui ne doit rien au hasard.

«Karin Keller-Sutter a un vrai flair politique. Elle n'est pas dogmatique, mais dans la recherche de solutions»

Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans

La première étape, elle la franchit en 2011, en poussant les portes du Conseil des États. Son arrivée à Berne n'est pas facile. Cette femme de pouvoir doit rentrer dans l'habit plus étriqué de parlementaire. La métamorphose a lieu. Karin Keller-Sutter abandonne son côté star et se libère de certains liens économiques, comme le conseil d'administration de la «NZZ» ou EconomieSuisse. Elle quitte le registre sécuritaire qui lui donnait cette image de dame de fer et de «Blocher en jupon». Elle se penche sur les questions de politique extérieure et d'affaires sociales. Peu à peu, elle se crée un solide réseau, et devient une sénatrice qui compte. «Elle a montré sa capacité à tisser des compromis, reconnaît Carlo Sommaruga (PS/GE). Son rôle a été crucial dans la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse.»

En parallèle de ce travail de l'ombre, Karin Keller-Sutter continue à soigner sa popularité. Elle se dévoile dans la «Schweizer-Illustrierte». On y découvre son chien, son mari. Elle y parle de ses débuts en politique et de ses années punk. Alors qu'il s'agit d'une activité chronophage, elle décide aussi de signer, durant son année de présidence, une chronique dans le journal de son canton.

Des soutiens forts à gauche

Avec son profil très libéral économique - elle siège encore au conseil d'administration de la Bâloise, préside la faïtière du commerce de détail et est membre du comité de l'Union patronale suisse -, la gauche devrait être son ennemi naturel. Or, c'est là que se recrutent ses plus grands soutiens. Une situation due à sa proximité avec Paul Rechsteiner (PS), le président de l'Union syndicale suisse (USS), l'autre sénateur saint-gallois. Les deux s'entendent très bien. Karin Keller-Sutter se rapproche alors du patron du PS, Christian Levrat. Sa fiabilité et son sens de l'État sont loués.



Franziska Rothenbuehler

Karin Keller-Sutter a également soigné son image à l'intérieur du PLR. Alors qu'on l'accusait de ne pas mouiller la chemise, elle s'illustre lors de la campagne contre la réforme des retraites, multipliant les interviews et les débats. Ça paye. Alors qu'ils étaient plusieurs à lui reprocher un côté diva, les voix critiques se raréfient. «Elle sait y faire pour dire aux gens ce qu'ils veulent entendre, tacle un détracteur. Mais il reste trois mois jusqu'à l'élection. Ces jeux politiques peuvent encore lui nuire.»

Elle peut toutefois compter sur le soutien des Romands, qui l'adorent. «C'est la plus Neuchâteloise des papables», rigole Jacques-André Maire (PS/NE). Karin Keller-Sutter a en effet fréquenté l'ancienne école de commerce à Neuchâtel, et en a gardé une parfaite maîtrise du français, ce

qui facilite les contacts. «Elle est encore venue récemment à l'ouverture d'un festival de films à Neuchâtel, parce que les conseillers fédéraux ne pouvaient pas. Elle n'a pas hésité. Elle avait un plaisir évident.»

Karin Keller-Sutter a même réussi à s'accorder les bonnes grâces du plus important lobby du Palais: les paysans. Alors que le torchon brûlait entre Johann Schneider-Ammann et l'Union suisse des paysans (USP), elle aurait œuvré pour les rabibocher. Les deux hommes forts de l'organisation ne tarissent pas d'éloge. «Je l'avais déjà soutenue en 2010», rappelle Jacques Bourgeois (PLR/FR), le directeur. Quant au président, Markus Ritter (PDC/SG) qui la côtoyait déjà lorsqu'elle était au Conseil d'État, il lui reconnaît un «vrai flair politique». «Elle n'est pas dogmatique, mais dans la recherche de solutions.»

Dans cette configuration idéale, un grain de sable apparaît: l'UDC. Lors des élections de 2011, Karin Keller-Sutter n'aurait pas suffisamment soutenu l'ancien président du parti, Toni Brunner, lui aussi candidat au Conseil des États. La bisbille a-t-elle laissé des traces? «Je n'en avais même pas connaissance», répond l'actuel président, Albert Rösti. D'ailleurs certains pontes assurent déjà voter pour elle, comme Jean-François Rime (UDC/FR). Karin Keller-Sutter s'est aussi rapprochée de Thomas Aeschi, chef du groupe UDC, avec qui elle partage l'amour de la culture anglo-saxonne. Il faisait même partie de ses invités lors d'un voyage aux États-Unis lié à sa présidence du Conseil des États.

Karin Keller-Sutter sera-t-elle candidate? Le suspense met dans l'embarras son propre parti. Pressé de réélire une femme, après le traumatisme de l'affaire «Elisabeth Kopp», il a la personne idéale sous la main. La Saint-galloise est à ce point profilée qu'une question hante le PLR: que faire si elle refuse de se lancer?

Karin Keller-Sutter en dates

1963

Elle naît le 22 décembre et grandit à Wil (SG), où elle vit toujours aujourd'hui.

2006

Elle est élue au Conseil d'État saint-gallois et se forge l'image d'une dame de fer.

2010

Elle échoue dans la course au Conseil fédéral.

les bases de leur conquête

certainement celles-ci. Karin Keller-Sutter (PLR/SG) et Viola Amherd (PDC/VS) savaient refusé et se sont forgé une stature de femme d'État. Retour sur leurs parcours particuliers.



Sabine Papilloud

Au bon moment, au bon endroit

LISE BAILAT
lise.bailat@lematindimanche.ch

Il y a des attitudes qui ne trompent pas. L'annonce de la démission de Doris Leuthard était à peine digérée jeudi que Viola Amherd était là, droite dans ses bottes, disponible dans la salle des pas perdus du Palais fédéral. La conseillère nationale (PDC/VS) était simplement prête. Elle a affronté la situation avec son sourire imperméable, alors que nombre d'élus sont pris de vertige dès qu'ils entrent concrètement dans le cercle fermé des «papables» au gouvernement.

L'image marque. Comment l'ancienne présidente de Brigue, ni abonnée à «Infra-rouge» ni coutumière des grands discours, est-elle devenue la démocrate-chrétienne la mieux placée pour accéder au gouvernement? Il y a d'abord le calendrier. Il est parfait. «Je crois qu'elle est vraiment au bon moment au bon endroit», résume la conseillère nationale Christine Bulliard-Marbach (PDC/FR). Et pour cause: Viola Amherd ne se représentera pas au Parlement fédéral en 2019. Une démission de Doris Leuthard à la fin de la législature aurait donc diminué ses chances. Aujourd'hui au contraire, cette avocate célibataire entrée en politique en 1993 sait qu'elle n'a plus qu'une carte à jouer: celle du Conseil fédéral. La dynamique est par ailleurs positive pour Viola

Amherd parce qu'elle se revendique féministe. Son histoire familiale l'a marquée.

«Mon père était assez dominant. J'ai compris que l'on devait affirmer son opinion. Et ma mère m'a appris l'importance d'être indépendante», nous disait-elle lors d'un entretien en avril dernier. Or rarement les questions d'égalité et de représentativité n'ont été aussi présentes qu'aujourd'hui dans la politique nationale. Le PDC, sous pression comme le PLR, a annoncé vendredi qu'il réservera au moins une place à une femme sur son ticket.

Pas d'ennemi personnel

Les étoiles s'alignent. Et Viola Amherd prend la lumière. Elle apparaît jeudi en photo, complice, aux côtés de la démissionnaire Doris Leuthard. Elle est encore sollicitée, pour un petit cliché, alors qu'elle sort du Palais fédéral à la mi-journée avec sa collègue Christine Bulliard-Marbach. Pourquoi tant d'attention? «Je suis sûre que Viola Amherd a le profil idéal: elle est compétente, discrète, humble et délicate dans sa façon de faire de la politique», répond la Fri-bourgeoise. On ne lui connaît pas d'ennemi personnel. «Je pense que c'est quelqu'un dont les compétences sont reconnues. Elle est sous-estimée parce qu'elle ne se met jamais en avant, elle ne cherche pas la gloire. Mais c'est l'une des élues les plus influentes du Parlement», estime le conseiller national Mathias Reynard (PS/VS).

Mais on ne devient pas favorite au gouvernement juste parce que l'on travaille bien. Le scénario «Viola Amherd au Conseil fédéral» commence à s'écrire en décembre 2015, sous la forme d'une hypothèse de très courte durée. Lors de l'élection de Guy Parmelin au gouvernement, la Valaisanne récolte 16 voix au premier tour. Les Verts ont jeté son dévolu sur elle. «Nous nous opposions au fait de voter pour un UDC», nous expliquait Lisa Mazzone (GE), vice-prési-

Viola Amherd en dates

1962

Elle naît le 7 juin à Brigue (VS), où elle réside toujours

1993

Elle entre en politique, au PDC, à Brigue. Elle préside la commune de 2001 à 2012.

2005

Elle devient conseillère nationale. Elle est aujourd'hui vice-présidente du groupe PDC.

dente des Verts, en avril dernier. «Aujourd'hui encore, nous travaillons globalement bien avec Viola Amherd», ajoute la présidente des Verts Regula Rytz (BE).

Viola Amherd bénéficie d'un autre coup de pouce encore, venant d'en haut... Dans les entourages des conseillers fédéraux et des hauts fonctionnaires, son nom revient depuis quelques mois comme une prière. Cette fan de blues, qui avoue avoir eu un penchant pour les idées anarchistes dans sa prime jeunesse, profite ainsi du contexte politique.

Tandis qu'en Valais elle est vue comme un roc conservateur, dans une Berne fédérale qui a viré à droite en 2015, elle incarne une politique plus humaniste et consensuelle. «Dans le Valais romand, elle a une image plutôt conservatrice, confirme Mathias Reynard. Mais à Berne, elle est vraiment au centre dans ses votes. Elle peut faire des compromis dans un sens ou dans l'autre.» Le Saviésan partage avec Viola Amherd des thématiques de prédilection: droits de la jeunesse et de l'enfance notamment. «C'est une femme de parole. Quand elle la donne, ça tient», explique-t-il. Jean-Luc Addor (UDC/VS) la juge aussi très compétente: «On peut dire que Viola Amherd défend fidèlement les intérêts du Valais dans les domaines de l'aménagement du territoire, des transports ou de la redevance hydraulique. Par contre, elle a une ligne politique sur d'autres sujets - qui touchent aux valeurs aussi - qui suscite plus d'interrogations, même de la part de bons Valaisans.»

«Je suis sûre que Viola Amherd a le profil idéal: elle est compétente, humble, discrète et délicate dans sa façon de faire de la politique»

Christine Bulliard-Marbach, conseillère nationale (PDC/FR)

Est-elle trop à gauche pour obtenir le soutien de l'UDC et d'une partie du PLR? Pas sûr. Viola Amherd a tissé peu à peu un réseau économique et associatif solide, ce qui pourrait lui permettre d'élargir le cercle de ses soutiens. Elle déclare 16 liens d'intérêts très divers: Groupe Genolier, Migros Valais, BLS, Swissaid, Parc régional du Binntal, etc. Aujourd'hui, cette sportive, qui s'ennuie vite quand les choses ne bougent pas, semble ronger son frein. Au sujet d'une candidature, elle nous disait en avril: «Je ne suis sûre que d'une chose: je communiquerai ma décision très vite». Ils sont nombreux à l'attendre. «Je serais à 200% pour elle. Je ne le dis pas par amitié. On se connaît finalement très peu au niveau personnel. Mais tant de compétences et de fiabilité, c'est rare en politique», assure Mathias Reynard.

La double vacance redistribue les cartes au Conseil fédéral

ANALYSE Les départs simultanés de Johann Schneider-Ammann et de Doris Leuthard pèseront lourdement sur les nouveaux équilibres au sein du gouvernement.

Ce n'était plus arrivé depuis huit ans. Les doubles vacances sont rares au sommet de l'État. Avec les démissions simultanées de Doris Leuthard et de Johann Schneider-Ammann, c'est près d'un tiers du gouvernement qui change. Voilà qui distribue toutes les cartes au Conseil fédéral. À commencer par celles des départements.

Deux d'entre eux vont se libérer à la fin de l'année: l'économie, la formation et la recherche, mais surtout le dicastère mammouth du DETEC qui regroupe l'environnement, les transports, l'énergie et la communication. «Si Simonetta Sommaruga ou Alain Berset, après respectivement huit et six ans au Conseil fédéral, veulent changer, c'est maintenant», estime Carlo Sommaruga (PS/GE). D'autant plus que la répartition ne sera pas polluée par un scrutin, comme ce fut le cas la dernière fois avec le vote sur la Prévoyance vieillesse 2020. Reste que les conseillers fédéraux de droite, notamment Guy Parmelin et Ignazio Cassis, pourraient tout à fait aspirer à de nouveaux horizons, eux qui se sont retrouvés à la tête de leur département plus par défaut que par choix. «Parler de la répartition aujourd'hui, c'est beaucoup trop tôt, réagit Hugues Hiltbold (GE), vice-président du groupe PLR. Ça va tellement dépendre des candidats.» Albert Rösti, président de l'UDC abonde. «Je souhaite juste avoir le Conseil fédéral le plus bourgeois possible.»

Car c'est bien là l'enjeu principal. Cet objectif de l'UDC, c'est la crainte de la gauche. «Cette double élection sera primordiale pour l'équilibre du Conseil fédéral. Le risque est que le Gouvernement soit encore plus profilé à droite, ce qui conduira inévitablement à des blocages permanents avec le Parlement, comme c'est le cas sur l'exportation d'armes», affirme Regula Rytz (BE), la présidente des Verts. Elle appelle le PDC à présenter des candidats «humanistes». Pour Gerhard Pfister (ZG), président du PDC, ce n'est pas le positionnement politique des ministres qui fait un bon gouvernement, mais leur attitude et leur sens de l'État. «Les conseillers fédéraux ne devraient jamais voter. Idéalement, ils devraient dialoguer et pouvoir se mettre d'accord sur ce qui est le mieux pour le pays.»

Plusieurs dossiers cruciaux se joueront ces prochaines années. À court terme, on pense bien sûr aux relations entre la Suisse et l'UE. «Sur ce dossier européen, je pense que cette double vacance aura plutôt un effet positif: les errements de Johann Schneider-Ammann seront terminés, explique Christian Levrat (FR), président du PS. Et Ignazio Cassis pourrait revenir à la raison. Cela va plutôt dans le bon sens.» À moyen terme, le nouvel équilibre du Conseil fédéral sera déterminant sur d'autres dossiers qui dépassent les clivages partisans: on pense à l'agriculture, au climat ou aux questions de société. Là où aussi les nouveaux équilibres pourront faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre. «Pensez notamment au congé paternité ou à la loi sur l'égalité, précise Regula Rytz. Je peux imaginer qu'une femme moderne comme Karin Keller-Sutter sera plus ouverte sur ces dossiers qu'un patron un peu old school comme Johann Schneider-Ammann.»

FLORENT QUIQUEREZ